

Israël/A l'occasion de manifestations contre l'inauguration de l'ambassade américaine à Jérusalem

Les dizaines de tués à Gaza suscitent l'indignation

AFP
Paris/France

De nombreux pays avaient réprouvé l'ouverture de l'ambassade américaine à Jérusalem, dont le transfert avait été désavoué par 128 des 193 pays membres de l'Onu.

LES dizaines de manifestants tués par l'armée israélienne à la frontière de la bande de Gaza ont suscité hier l'indignation et des appels à la retenue de la communauté internationale.

De nombreux pays, dont la Grande-Bretagne, la France et la Russie, ont réprouvé l'ouverture de l'ambassade américaine à Jérusalem, dont le transfert avait été désavoué par 128 des 193 pays membres de l'Onu. L'inauguration hier a suscité une manifestation de dizaines de milliers de personnes dans la bande de Gaza. Plus de cinquante ont été tués par les soldats israéliens à la frontière. Le président palestinien Mahmoud Abbas a dénoncé un "massacre".

"La mort choquante de dizaines de personnes, les centaines de blessés par les tirs à balles réelles à Gaza doivent cesser immédiatement. Les responsables de ces violations flagrantes des droits de l'Homme doivent rendre des comptes", a réagi le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU Zeid Ra'ad Al Hussein. Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres,

s'est dit "particulièrement inquiet" de la situation à Gaza.

Amnesty International a dénoncé une "violation abjecte" des droits de l'Homme et des "crimes de guerre" à Gaza. Human Rights Watch (HRW) a dénoncé "un bain de sang que n'importe qui aurait pu voir venir".

- Grande-Bretagne : "Nous nous inquiétons des informations faisant état de violences et de pertes humaines à Gaza. Nous appelons au calme et à la retenue pour éviter des actions destructrices pour les efforts de paix", a déclaré un porte-parole de la Première ministre Theresa May.

- France : "La France appelle de nouveau les autorités israéliennes à faire preuve de discernement et de retenue dans l'usage de la force", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, soulignant "le droit des Palestiniens à manifester pacifiquement" et mettant en garde contre "un nouvel embrasement". Paris désapprouve le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem qui "contrevient au droit international", a-t-il rappelé.

- Union Européenne : "Nous demandons à toutes les parties d'agir avec la plus grande retenue afin d'éviter des pertes de vie humaine supplémentaires", a déclaré la chef de la diplo-



Photo : AFP

Journée de protestation particulièrement tragique à la frontière de Gaza. Plus de cinquante Palestiniens sont tombés sous les tirs israéliens.

matie européenne Federica Mogherini.

Elle a rappelé "la position claire et unie" de l'UE, selon laquelle le transfert des ambassades de Tel Aviv à Jérusalem ne pourra pas advenir avant que le statut de la Ville sainte ne soit réglé dans le cadre d'un règlement du conflit israélo-palestinien.

- Russie : Interrogé pour savoir si le transfert de l'ambassade américaine faisait craindre à la Russie une aggravation de la situation dans la région, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov a répondu : "Oui, nous avons de telles craintes, nous l'avons déjà dit".

"Nous sommes convaincus qu'il ne faut pas revenir unilatéralement sur les décisions de la communauté internationale. Le sort de Jérusalem doit être décidé par un dialogue direct avec les Palestiniens", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

- Turquie : "Nous rejetons cette décision qui viole le droit international et les résolutions des Nations unies", a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan. "Avec cette décision, les Etats-Unis ont choisi d'être une partie du problème, et perdent leur rôle de médiateur dans le processus de paix" au Proche Orient.

Le porte-parole du gouvernement, Bekir Bozdag, a dénoncé un "massacre" à la frontière avec la bande de Gaza, dont "l'administration américaine est autant responsable qu'Israël".

- Koweït : "Nous condamnons ce qui s'est passé. (...) Aujourd'hui ou demain, nous pourrions demander une réunion d'urgence" du Conseil, a déclaré l'ambassadeur du Koweït à l'Onu, Mansour al-Otaibi, dont le pays est membre non permanent du Conseil de sécurité.

- Maroc : Le roi Mohammed VI a dénoncé une "décision unilatérale", qui "s'oppose au droit international et aux décisions du Conseil de sécurité".

- Egypte : Le ministère des Affaires étrangères exprime "sa vive dénonciation face aux tirs des forces israéliennes contre les civils palestiniens désarmés", qualifiant les tués de "martyrs" et mettant en garde contre une "escalade".

Le grand mufti Shawki Allam a dénoncé, avec l'ouverture de l'ambassade américaine, "un affront direct et clair aux sentiments de plus d'un milliard et demi de musulmans sur terre", qui "ouvre la porte à davantage de conflits et de guerres dans la région".

- Belgique : "J'appelle à éviter tout usage disproportionné de la force et à reprendre le dialogue pour une solution durable au conflit aussi tôt que possible", a écrit le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders.

- Norvège : La ministre des Affaires étrangères, Ine Eriksen Søreide, s'est dite "extrêmement préoccupée par la spirale de violences que nous observons maintenant à la frontière entre Israël et Gaza". "Il est inacceptable de tirer à balles réelles sur des manifestants", a-t-elle ajouté.

Mali/Lutte antijihadiste

L'UE prolonge le mandat de sa mission militaire et l'étend à la force du G5 Sahel

AFP
Bruxelles/Belgique

Cette mission avait été lancée en février 2013 dans la foulée de l'opération militaire française pour chasser les jihadistes qui contrôlaient le nord du pays.

L'Union européenne a prolongé hier de deux ans le mandat de l'EUTM, sa mission militaire au Mali et l'a étendu à la formation de la force mise en place par cinq pays du Sahel pour combattre les jihadistes, a annoncé le conseil des gouvernements européens dans un communiqué. Son budget a été pratiquement doublé à 59,7 millions d'euros (39,1 milliards de francs) pour la période du 19 mai 2018 au 18 mai 2020, contre 33,4

millions d'euros pour la précédente période de deux ans.

L'EUTM Mali, qui compte quelque 600 personnes, réunit des militaires européens de 27 pays placés sous le commandement du général espagnol Enrique Millan Martinez depuis le 31 janvier 2018. Les militaires européens déployés au Mali ne sont pas destinés à participer à des missions de combat et n'accompagnent pas les unités maliennes dans les opérations, a précisé l'EUTM.

Elle a été lancée en février 2013, dans la foulée de l'opération militaire française pour chasser les jihadistes qui contrôlaient le nord du Mali. La mission de l'EUTM est de remettre sur pied une armée malienne sous-entraînée et sous-équipée en



Photo : AFP

La force du G5 Sahel (ici un soldat malien) va bénéficier désormais de l'appui de la mission militaire de l'UE qui vient d'être prolongée de deux ans.

apportant une expertise dans la préparation opérationnelle, le soutien logistique, le renseignement et la formation des unités combattantes sur le camp de Koulikoro (60 km au nord-est de Bamako). L'hôtel de Bamako réquisitionné pour l'EUTM a été

attaqué le 20 mars 2016. L'attentat a fait 20 morts, ainsi que deux assaillants. "La zone d'engagement de la mission a été étendue jusqu'à la boucle du Niger et inclut également les villes de Gao et Tombouctou", selon l'EUTM. La vaste région du nord du

Mali était tombée en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda.

Ils ont été dispersés et en grande partie chassés après une intervention militaire internationale, qui se poursuit actuellement. Mais des zones échappent encore au contrôle des forces nationales et internationales, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix entre le gouvernement, les groupes qui le soutiennent et l'extrémité à dominante touareg afin d'isoler les jihadistes.

La force du G5 Sahel est pour sa part composée de 5 000 soldats du Mali, du Niger, de Mauritanie, du Burkina Faso et du Tchad. Elle est soutenue par la force militaire française antijihadiste au Sahel Barkhane.

L'Afrique en bref

• Congo/Justice. La défense de Mokoko veut saisir les juridictions internationales

La défense de l'ancien général congolais Jean-Marie Michel Mokoko, principal opposant au président Denis Sassou Nguesso, a annoncé hier son intention de saisir les juridictions internationales contre sa condamnation à 20 ans de prison pour "atteinte à la sécurité de l'État".

• Maroc/Jihadistes. Démantèlement d'une cellule liée à l'EI

Les autorités marocaines ont annoncé hier le démantèlement d'une cellule composée de quatre membres - âgés de 20 à 27 ans - liés au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

A travers le monde

• Espagne/Politique. Quim Torra élu président de Catalogne



Photo : AFP

Le Parlement catalan, 55 ans, a élu hier à la présidence de la Catalogne le candidat séparatiste choisi par l'exilé Carles Puigdemont, Quim Torra, qui a promis de continuer à "construire un Etat indépendant" de l'Espagne.

• France/Attaque. Trois proches de l'assaillant de Paris en garde à vue
Les gardes à vue de trois proches de Khamzat Azimov se poursuivaient hier pour déterminer si le jihadiste, qui a tué un homme samedi en plein Paris, a bénéficié de complicités, sur fond de polémique politique.

• Indonésie/Violences. Des attentats suicide commis par deux familles

Une famille de cinq personnes incluant une fillette de huit ans est à l'origine de l'attentat suicide hier contre un commissariat de Surabaya, deuxième ville d'Indonésie, ont indiqué les autorités au lendemain d'attaques contre des églises commises par une autre famille.

• Irak/Législatives. Le Premier ministre devancé par deux listes anti-système

Les Irakiens ont créé la surprise en plaçant hier en tête des législatives, selon des résultats encore partiels, deux listes anti-système, loin devant le Premier ministre Haider al-Abadi, pourtant crédité d'un large soutien international et de la récente victoire face aux jihadistes.